

Arrêté n° 26-050-NB

ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE À L'ARRÊTÉ N° 02-751-IC DU 23 MAI 2002 MODIFIÉ
**ACTUALISANT CERTAINES PRESCRIPTIONS RELATIVES À LA GESTION DES EAUX
DE L'ÉTABLISSEMENT EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ SAS ELVIA PCB ET
SITUÉ SUR LA COMMUNE DE COUTANCES**

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement, et notamment ses titres 1^{er} et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 autorisant la société ALCATEL Coutances à exploiter plusieurs installations classées au sein de son établissement de Coutances ;
- VU** le récépissé de changement d'exploitant du 14 janvier 2004 transférant les actes administratifs de la société ALCATEL Coutances au bénéfice de la société SAS ELVIA PCB (ELVIA Printed Circuits Board) ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 octobre 2019 actant le changement d'exploitant de la société SAS ELVIA PCB, actualisant le classement des activités et portant sur des prescriptions complémentaires imposant la constitution de garanties financières pour la mise en sécurité du site en cas d'arrêt définitif de l'installation sise à Coutances ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 août 2024 actualisant le classement des activités et précisant la parcelle d'implantation de l'établissement exploité par la Société SAS ELVIA PCB à Coutances ;
- VU** le dossier de porter à connaissance transmis le 13 novembre 2025 de la société SAS ELVIA PCB relatif à la mise en place de deux cuves aériennes dans son établissement exploité à Coutances ;
- VU** le courriel de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire en date du 12 février 2026, l'invitant à faire part de ses observations sous un délai de 15 jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- VU** l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté, formulée par courriel du 24 février 2026 dans le cadre de la procédure contradictoire ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 24 février 2026 ;

Considérant que :

- la société SAS ELVIA PCB exploite des installations régulièrement autorisées notamment au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées ;
- les performances de l'outil épuratoire interne sont insuffisantes et nécessitent une optimisation de ce dernier ;
- la mise en place des deux citernes aériennes est de nature à permettre de lisser les effluents en entrée de station d'épuration et améliorer son rendement épuratoire ;
- le projet de mise en place de deux cuves aériennes porté à la connaissance du Préfet le 13 novembre 2025 n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique ou à la procédure d'examen au cas par cas selon les critères définis dans le tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- aucun des trois critères de l'alinéa I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement n'étant satisfait, la modification présentée n'est pas considérée comme substantielle ;
- l'article L. 181-14 du code de l'environnement permet d'édicter des prescriptions en vue de protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- les conditions légales d'édiction de prescriptions complémentaires sont réunies ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'article 14.5 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 modifié autorisant les activités de la société SAS ELVIA PCB au sein de son établissement de Coutances est modifié.

Les prescriptions suivantes sont modifiées et remplacées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées ou ajoutées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté du 23 mai 2002	14.5	Modification des prescriptions de l'article 14.5 → <u>article 1.1</u> du présent arrêté

Article 1.1 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les prescriptions de l'article 14.5 de l'arrêté préfectoral du 23 mai 2002 modifié susvisé sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

« 1) Les eaux pluviales de la zone de stockage extérieure de produits chimiques et de déchets liquides sont collectées et dirigées vers une cuve de confinement de 10 m³. Cette cuve est équipée d'un détecteur de niveau. Lorsque le niveau de 5 m³ est atteint, une analyse de la qualité des eaux de la cuve porte sur les concentrations suivantes :

- Cuivre et composés (en Cu) : code SANDRE 1392
- D.C.O.
- M.e.S.
- Nitrites
- pH

Si les valeurs limites de rejet définies par l'article 14.6 du présent arrêté ne sont pas respectées, les effluents doivent être envoyés dans la station d'épuration interne pour traitement ou traités comme déchets conformément aux dispositions de l'article 15.

En cas de respect des valeurs limites de rejet définies par l'article 14.6, les eaux contenues dans la cuve peuvent être envoyées vers le bassin de confinement prévu à l'article 14.11.

2) Les autres eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées et dirigées vers le bassin de confinement prévu à l'article 14.11.

3) Point de rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les rejets s'effectuent dans le cours d'eau « Le Prépont » au point kilométrique 2,5.

4) Valeurs limites de rejet

Les valeurs limites de rejet sont celles définies par l'article 14.6 du présent arrêté. »

ARTICLE 2 : Le reste demeure inchangé.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Coutances et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Coutances pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera de l'accomplissement de cette formalité ;

3° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet des services de l'État dans la Manche – www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Caen sis 3, rue Arthur Leduc BP 536 14035 CAEN cedex :

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2°) par un tiers intéressé en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie des dits actes dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté ;

- la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Manche prévue à l'article 3 du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible via le site internet www.telerecours.fr

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux, de notifier son recours au préfet et au bénéficiaire de la décision.

La notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Elle est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

ARTICLE 5 : Le Secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, le maire de Coutances et la société SAS ELVIA PCB sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Lô, **05 MARS 2026**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général



Philippe BRUGNOT